



Assemblée générale

Distr. générale
25 avril 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 113 c) de la liste préliminaire

Élections aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres élections :

**élection de quinze membres du Conseil
des droits de l'homme**

**Lettre datée du 27 décembre 2013, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente du Paraguay
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de m'adresser à vous concernant la candidature de la République du Paraguay au Conseil des droits de l'homme pour la période 2015-2017, dans le cadre des élections qui se tiendront en 2014.

Conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale en date du 15 mars 2006, veuillez trouver ci-joint une déclaration des promesses et engagements volontaires de la République du Paraguay (voir annexe).

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Marcelo Scappini



**Annexe à la lettre datée du 27 décembre 2013, adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Chargé
d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Paraguay auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

**Candidature du Paraguay au Conseil des droits de l'homme
de l'Organisation des Nations Unies pour la période 2015-2017**

**Promesses et engagements volontaires conformes à la résolution [60/251](#)
de l'Assemblée générale**

1. Convaincu que la protection et l'exercice des droits de l'homme, notamment au moyen de l'intégration sociale de tous les groupes vulnérables, sont les fondements d'une démocratie efficace, le Gouvernement paraguayen s'est efforcé sans relâche d'institutionnaliser ces droits dans le pays. De ce processus découle la candidature du Paraguay au Conseil des droits de l'homme pour la période 2015-2017.
2. La République du Paraguay a été membre de la Commission des droits de l'homme au cours de la période 2003-2005. Cela étant, elle aspire à siéger, pour la période 2015-2017 et pour la première fois dans son histoire, au Conseil des droits de l'homme, convaincue de pouvoir contribuer à ses travaux de manière constructive et inclusive.
3. Le Paraguay est partie aux principaux instruments internationaux de protection des droits de l'homme¹, conclus aux niveaux tant régional qu'universel. Il reconnaît donc la compétence des différents organes de surveillance des traités et collabore avec eux, en leur présentant régulièrement ses rapports concernant la situation des droits de l'homme dans le pays et en donnant suite à leurs recommandations. De fait, le Paraguay a tenu tous les engagements qu'il avait pris auprès de ces organes de surveillance des traités.
4. En outre, depuis l'avènement de la démocratie dans le pays en 1989, la participation et le concours du Paraguay aux travaux des organes du système interaméricain – Commission interaméricaine des droits de l'homme et Cour interaméricaine des droits de l'homme – a été constante et fructueuse, et elle a permis au pays d'accomplir des progrès importants dans la tenue des engagements

¹ Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; Pacte international relatifs aux droits civils et politiques et protocoles facultatifs s'y rapportant; Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son protocole facultatif; Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et protocole facultatif s'y rapportant; Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles facultatifs; Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille; Convention relative aux droits des personnes handicapées et son protocole facultatif; Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées; Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide; Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid; Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

qu'il a pris en sa qualité d'État partie à la Convention américaine relative aux droits de l'homme (Pacte de San José de Costa Rica). Le Paraguay a de plus appuyé activement le processus de renforcement du système interaméricain des droits de l'homme.

5. L'État paraguayen a par ailleurs eu le souci d'incorporer à son système juridique national les instruments qu'il a ratifiés. Ainsi, de nombreuses normes internationales ont été intégrées au droit national, d'une part en abrogeant certaines normes juridiques contraires aux dispositions internationales en matière de droits de l'homme, et d'autre part, en lançant des réformes législatives visant à harmoniser les deux ordres juridiques.

6. Sa collaboration avec les procédures spéciales est une preuve supplémentaire de l'attachement du Paraguay aux droits de l'homme. Dès 2003, il a lancé une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des différentes procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, organisé une série de visites et engagé une collaboration permanente avec ces mécanismes.

7. Le Paraguay s'emploie également à renforcer le mécanisme d'examen périodique universel. Outre qu'il encourage, sur le plan national, une participation massive et active à la préparation à cet examen, le pays a accepté toutes les recommandations reçues au cours du premier cycle et mis en place un système destiné à suivre leur application, afin de recenser les obstacles à surmonter et d'améliorer les normes de protection.

8. Dans le souci d'institutionnaliser les droits de l'homme et de permettre ainsi l'élaboration de politiques publiques conformes aux plus hautes normes de protection de ces droits, de nombreux ministères et institutions de l'État, ainsi que des organismes non gouvernementaux, se sont dotés d'un département, d'une direction ou d'une entité qui se consacre à cette question, ce qui permet une coordination entre les différentes institutions. À titre d'exemples illustrant cet effort de coordination, on peut citer la constitution du Réseau du pouvoir exécutif pour les droits de l'homme et l'élaboration du premier plan national relatif aux droits de l'homme, ensemble d'engagements concrets à tenir à court, moyen et long terme qui, adopté en 2013, constitue la feuille de route du pays en matière de promotion et de protection de ces droits.

9. Sur le plan judiciaire, la Cour suprême s'est elle aussi engagée dans la promotion et la défense des droits de l'homme qu'elle veille à transversaliser dans toutes les actions touchant à l'administration de la justice. Cet engagement se manifeste par des mesures concrètes, telles que la création en 1993 du Musée de la justice et du Centre de documentation et des archives sur les droits de l'homme. Le plan stratégique 2011-2015 de la Cour suprême a été structuré en tenant compte des droits de l'homme et de la problématique hommes-femmes pris comme instrument d'analyse stratégique, afin d'aligner l'adoption d'indicateurs relatifs aux droits de l'homme sur le droit à un procès équitable. En outre, l'État paraguayen réaffirme son attachement aux Règles de Brasilia sur l'accès des personnes vulnérables à la justice.

10. Le Gouvernement paraguayen a fait de la réduction de la pauvreté une priorité nationale et entend s'attaquer efficacement au problème de la pauvreté extrême. Cela étant, il promeut actuellement son programme national de réduction de la

pauvreté, dit « Créer des perspectives », qui vise à améliorer les revenus et l'accès aux services sociaux des familles extrêmement pauvres.

11. La population vit mieux grâce aux mesures visant à améliorer la qualité de la vie, la santé et l'équité, afin de réduire puis d'éliminer les inégalités de santé en respectant les principes d'universalité, d'équité et de participation sociale. Les unités de santé familiale créées dans le cadre de ces mesures font progresser l'accès aux soins primaires et intéressent un nombre important de bénéficiaires dans toutes les régions du pays.

12. Le Paraguay promeut la protection des droits civils et politiques, en particulier celle des droits fondamentaux tels que le droit à la vie, à l'intégrité et à la liberté. La formation aux droits de l'homme que reçoivent les membres de la police nationale et qui repose sur les normes internationales en vigueur en la matière, le renforcement des mécanismes d'investigation grâce aux unités spécialisées du ministère public ou la mise en place du mécanisme national de prévention de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sont autant de preuves évidentes de l'engagement du Paraguay dans ce domaine.

13. En matière de lutte contre la traite des personnes, le Paraguay s'est doté d'un comité interinstitutionnel chargé de la prévenir et de la réprimer, et composé d'institutions de l'État et d'organisations de la société civile; il possède un plan national ayant les mêmes objectifs, ainsi qu'une loi organique contre la traite des personnes au Paraguay, promulguée le 13 décembre 2012.

14. En ce qui concerne la protection de l'enfance et de l'adolescence, l'État paraguayen investit massivement afin de renforcer le système national de protection et de promotion intégrale des droits de l'enfance et d'améliorer la coordination entre ses diverses composantes. De même, il s'efforce d'améliorer encore des programmes fructueux, comme les programmes « Abrazo et Painac ».

15. Soucieux de contribuer à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, objectifs que s'est fixés le Conseil des droits de l'homme, le Paraguay s'engage à :

Au niveau national :

- Lancer la mise en œuvre du plan national des droits de l'homme avec le concours de la société civile et de l'université, entre autres acteurs importants;
- Consolider les mécanismes en place relatifs aux droits de l'homme (Réseau du pouvoir exécutif pour les droits de l'homme, Commission d'application des recommandations et sentences internationales et mécanisme national de prévention de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants) et veiller à leur bon fonctionnement et à leur coordination tout en organisant des rencontres avec la société civile qui permettent la construction d'espaces de dialogue et l'échange d'expériences en matière de promotion et de protection des droits de l'homme;
- Poursuivre le travail concernant l'élaboration d'indicateurs relatifs aux droits de l'homme qui s'ajouteront à ceux qui concernent la santé, l'éducation et le droit à un procès équitable;

- Promouvoir la mise en œuvre effective de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et activer celle de la Convention n°169 de l'Organisation internationale du Travail;
- Renforcer les politiques publiques intéressant les groupes vulnérables : peuples autochtones, femmes, enfants, adolescents et adolescentes, victimes de la traite, personnes handicapées, migrants et personnes âgées notamment;
- Encourager les mesures de lutte contre l'impunité et de promotion du souvenir, de la vérité et de la justice, en appliquant les recommandations faites par la Commission vérité et justice dans son rapport de 2008, tout en cherchant à renforcer les mécanismes de réparation mis en place, comme l'Unité nationale d'investigation chargée de rechercher et d'identifier toutes les personnes disparues, détenues ou exécutées de manière extrajudiciaire pendant la période 1954-1989 et la Commission interinstitutionnelle pour l'établissement et la mise en œuvre du Réseau des sites historiques et du souvenir;

Au niveau régional :

- Continuer à appuyer l'action des organes du système interaméricain (Commission interaméricaine des droits de l'homme et Cour interaméricaine des droits de l'homme);
- Promouvoir l'exécution des recommandations, des accords à l'amiable et des sentences émanant des organes de protection du système interaméricain des droits de l'homme;
- Appuyer activement les débats sur le renforcement du système interaméricain des droits de l'homme;
- Encourager de nouvelles discussions sur des sujets concernant les droits de l'homme dans les instances régionales;
- Resserrer la coopération et l'assistance technique entre les pays de la région afin de renforcer leurs capacités dans les domaines touchant aux droits de l'homme;

Au niveau international :

- Favoriser la conception des droits de l'homme comme étant universels, indissociables, inaliénables et interdépendants et comme se renforçant mutuellement;
- Promouvoir l'universalisation des principaux traités relatifs aux droits de l'homme;
- Prendre une part active aux travaux du Conseil des droits de l'homme et à ses organes, procédures et mécanismes spéciaux de promotion et de protection des droits de l'homme;
- Appuyer le renforcement de la coopération internationale, qui facilite l'exercice effectif des droits de l'homme;
- Protéger l'indépendance du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;
- Promouvoir le renforcement du mécanisme d'examen périodique universel;

- Présenter un rapport à mi-parcours concernant le suivi des recommandations issues de l'examen périodique universel et le rapport national dans les délais fixés;
 - Œuvrer à la mise en place au niveau national d'un mécanisme efficace de suivi et de surveillance des obligations et recommandations internationales et en partager l'expérience avec les États intéressés;
 - Créer des conditions propices à l'établissement d'un dialogue franc et ouvert avec les mécanismes et titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, en leur permettant d'effectuer à tout moment des visites dans le pays.
-